

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 26 NOVEMBRE 1903.

Proposition de loi accordant une indemnité équivalente à deux mois de traitement ou de salaire à tous les fonctionnaires, employés et ouvriers de l'État, lors de leur admission à la pension de retraite.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

Le *Moniteur* du 1^{er} janvier 1901 publiait un arrêté royal dont voici le texte :

« Considérant qu'il y a lieu d'allouer aux officiers, fonctionnaires et employés de l'armée et de la gendarmerie, admis à la pension de retraite, une indemnité pour les mettre à même d'attendre la liquidation définitive de leur pension et de pourvoir aux frais d'une nouvelle installation ;

» Sur la proposition de Notre Ministre de la Guerre,

» Nous avons arrêté et arrêtons :

» ART. 1^{er}. — A partir du 1^{er} janvier 1901, les officiers, fonctionnaires et employés civils de l'armée désignés ci-après recevront, lors de leur admission à la pension de retraite, savoir :

» 1^o Les officiers généraux de l'armée et de la gendarmerie et les officiers et fonctionnaires ayant rang de général, une indemnité équivalente à deux mois de traitement annuel de la section d'activité ;

» 2^o Les officiers supérieurs et subalternes de l'armée et de la gendarmerie et les officiers et fonctionnaires militaires ayant rang d'officiers supérieurs ou subalternes, une indemnité équivalente à deux mois de traitement annuel d'activité des officiers d'infanterie ;

» 3^o Les fonctionnaires et employés civils, une indemnité équivalente à deux mois de leur traitement d'activité. »

H

Cette mesure, dont la légalité a été contestée, n'en est pas moins appliquée depuis le 1^{er} janvier 1901. Elle l'est également, et dans les mêmes proportions, en ce qui concerne les fonctionnaires et les employés du Département des Chemins de fer, Postes et Télégraphes. Quant aux ouvriers de ce ministère, en vertu de l'article 85 des statuts de la Caisse de retraite et de secours et d'un arrêté royal du 15 novembre 1877, ils n'ont droit qu'à trois semaines de salaire.

Mais si cette mesure paraît juste, équitable, lorsqu'il s'agit des officiers, fonctionnaires et employés de l'armée et de la gendarmerie, on se demande pour quels motifs elle n'a pas été étendue à tous les fonctionnaires, employés et ouvriers de l'État.

Ainsi, un officier général, qui pendant vingt-cinq ans a touché un traitement variant de 6,500 à 18,500 francs par an, reçoit, lors de sa mise à la pension de retraite, une indemnité de plus de 3,000 francs sur les fonds du Trésor, soit l'équivalent de deux mois de traitement.

On pourrait soutenir, à bon droit, qu'un fonctionnaire gagnant 18 mille 500 francs par an est à même de faire des économies qui lui permettent de subvenir à ses besoins, en attendant le paiement du premier terme de sa pension. On peut d'autant plus soutenir pareille thèse, que l'on voit recommander tous les jours aux ouvriers et petits employés, ne gagnant que 1,000 à 1,800 francs l'an, de faire des économies et de se constituer une pension par leur affiliation à la Caisse de retraite.

Mais puisque la mesure est appliquée, même à des fonctionnaires gagnant 18,500 francs par an, il est permis de se demander comment pareille décision n'a pas été prise, d'une manière générale, par le Gouvernement, en faveur des milliers de petits employés et des ouvriers de nos divers départements ministériels?

Si la mesure est bonne et juste pour les uns, elle l'est à plus forte raison pour les autres, et j'espérais voir le Gouvernement généraliser la mesure en vigueur au Département de la Guerre, et, en partie, à celui du Département des chemins de fer. Il n'en a rien été.

C'est dans ces conditions que, lors de la discussion du Budget des finances et des travaux publics pour 1902, j'ai eu l'honneur, dans la séance du 30 avril 1902, de proposer à ce Budget un amendement ainsi conçu :

« ART. 2. — A partir du 1^{er} janvier 1902, les fonctionnaires, employés et ouvriers du Département des Finances et des Travaux publics auront droit, lors de leur admission à la pension de retraite, à une indemnité équivalente à deux mois de traitement ou de salaire. »

Appelé à s'expliquer au sujet de cet amendement, l'honorable M. de Smet de Naeyer, chef du cabinet, s'exprima comme suit :

« M. DE SMET DE NAEYER, *Ministre des Finances et des Travaux publics*. — Messieurs, l'amendement de l'honorable M. Bertrand tend à faire allouer aux fonctionnaires, employés et ouvriers de mon Département, lors de leur mise à la retraite, une indemnité équivalente à deux mois de traitement ou de salaire.

» Le Gouvernement s'est souvent préoccupé de la situation passagèrement

difficile dans laquelle peuvent se trouver les agents de l'État au moment où ils quittent le service. Quoi qu'on fasse, malgré la loi du 14 septembre 1895, qui autorise le paiement des pensions par douzièmes, il arrive souvent que le fonctionnaire admis à la retraite doive attendre un temps assez long avant de toucher le premier quartier de sa pension. La diminution notable du revenu et sa suspension momentanée, jointes ordinairement à un changement d'état de vie et de résidence qui entraînent des dépenses extraordinaires plus ou moins élevées, peuvent occasionner de la gêne dans les familles.

» Pour ma part, j'ai un scrupule sur la légalité de la continuation du traitement, sous forme d'indemnité, pendant la totalité ou une partie de la période qui s'écoule entre la cessation des fonctions et le jour où la pension est payée pour la première fois. Cette espèce de cumul du traitement et de la pension me paraît contraire à certain texte de la loi sur les pensions civiles.

» J'ai déjà entretenu mes collègues de ce point de droit, ainsi que de la question de savoir quelles mesures nouvelles il pourrait convenir d'adopter en considération de la situation transitoire de l'agent retraité.

» En pareille matière, l'uniformité est indispensable ; aussi, la question sera-t-elle réglée par un accord entre les divers Départements ministériels. »

Peu après, au moment où je demandais l'appel nominal sur mon amendement, l'honorable Ministre des Finances et des Travaux publics déclara que « la question fera l'objet d'un examen approfondi de la part des différents Départements ministériels ».

Mon amendement fut repoussé, dans ces conditions, par soixante-deux voix contre quarante-cinq (1).

Voilà bientôt deux ans que cette promesse a été faite.

La mesure que je préconise continue à être appliquée aux officiers de l'armée et aux fonctionnaires du Département de la Guerre. Il me paraît impossible que l'État ait deux poids et deux mesures et qu'il accorde des

(1) Répondirent non :

MM. Gielen, Harmignie, Helleputte, Heynen, Hoyoïs, Hubert, Lefebvre, Levie, Liebaert, Maenhaut, Nerinx, Petit, Pitsaer, Renkin, Reynaert, Rosseeuw, Snoy, Tack, Thienpont, Tibbaut, Van Cauwenbergh, Van Cleemputte, Vandenbogaerde, van der Bruggen, Van Der Linden, Van Limburg-Stirum, Van Merris, Van Naemen, Verhaegen, Versteyleu, Woeste, Bernaert, Begerem, Biart, Léon Cambier, Cartuyvels, Colaert, Colfs, Cooreman, Coremans, Davignon, Debontridder, De Browne de Tiège, De Bruyn, De Cocq, de Ghellinek d'Elseghem, De Groote, de Kerchove d'Exaerde, De Lantsheere, Delbeke, Victor Delporte, Henry Delvaux, Desmaizières, de Smet de Naeyer, de Theux de Meylandt, de Trooz, de Winter, Dohet, Drion, Duquesne, Francotte et Schollaert.

Ont répondu oui :

MM. Gouters, Hambursin, Horlait, Hubin, Huysmans, Hymans, Janson, Jourez, Léonard, Liefmans, Lorand, Malempré, Mansart, Maroille, Nolf, Ouverleaux, Paternoster, Schinler, Termote, Terwagne, Tonnelier, Tournay, Vandervelde, Van de Venne, Vandewalle, Van Langendonck, Warocqué, Allard, Berloz, Bertrand, Braun, Buyl, Félix Cambier, Crombez, De Backer, Defnet, Delbastée, Antoine Delporte, Frédéric Delvaux, Demblon, Denis, Destrée, Dufrane, François et Furnémont.

indemnités de 2 à 3,000 francs à certains de ses serviteurs ayant, dans le cours de leur carrière, reçu de gros traitements payés par le Trésor, et qu'il refuse obstinément à accorder une indemnité équivalente à deux mois de traitement ou de salaire à ses modestes et pauvres employés ou ouvriers.

Mes amis et moi nous pensions, à l'occasion de la discussion de chacun des budgets, proposer, par voie d'amendement, l'extension de la mesure en vigueur au Département de la Guerre. Nous avons pensé qu'il valait mieux saisir le Parlement d'une proposition de loi, et nous espérons que cette proposition recevra bon accueil de la majorité de nos collègues et qu'ainsi prendra fin une inégalité choquante et injuste, dont sont victimes les serviteurs de l'État qui, par leur situation modeste, sont le plus dignes de la sollicitude des Chambres.

LOUIS BERTRAND.

PROPOSITION DE LOI.**WETSVOORSTEL.****ARTICLE PREMIER.**

A partir du 1^{er} janvier 1904, tous les fonctionnaires, employés, agents, ouvriers, gens de service rétribués par l'État, tous les officiers, sous-officiers, caporaux, brigadiers et soldats de l'armée et de la gendarmerie qui seront admis à une pension de retraite, recevront une indemnité équivalente à deux mois de leur traitement annuel ou à soixante jours de leur salaire, ou à soixante jours de leur solde avec allocation d'habillement et indemnités de pain et de viande.

ART. 2.

Ces indemnités seront payées aux intéressés au moment où leur pension prendra cours.

EERSTE ARTIKEL.

Te rekenen van 1 Januari 1904, genieten alle door den Staat betaalde ambtenaars, bedienden, agenten, arbeiders, dienstlieden, alsmede alle officieren, onderofficieren, korporaals, brigadiers en soldaten van het leger en van de gendarmerie, die tot het pensioen worden toegelaten, eene vergoeding gelijkstaande met twee maanden van hunne jaarwedde of met zestig dagen van hun loon, of met zestig dagen van hunne soldij, benevens vergelding voor kleeding, brood en vleesch.

ART. 2.

Die vergoedingen worden aan de belanghebbenden betaald op 't oogenblik dat hun pensioen aanvang neemt.

LOUIS BERTRAND.
E. ANSELE.
D^r DELBASTÉE.
*É. VANDERVELDE.
P. VAN LANGENDONCK.
LÉON FURNEMONT.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 26 NOVEMBER 1903.

Wetsvoorstel waarbij aan alle door den Staat betaalde ambtenaren, bedienden en arbeiders, bij hunne toelating tot het pensioen, eene vergoeding wordt toegekend, gelijkstaande met twee maanden van hunne jaarwedde of van hun loon.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Het *Staatsblad* van 1 Januari 1901 kondigde het volgende koninklijk besluit af :

« Overwegende dat er aan de officieren, ambtenaren en beambten des legers en der gendarmerie, tot het pensioen toegelaten, eene vergoeding dient te worden toegekend, ten einde ze in staat te stellen te wachten naar de eindregeling van hun pensioen en te voorzien in de kosten eener nieuwe huishouding;

» Op voorstel van Onzen Minister van Oorlog,

» Wij hebben besloten en besluiten :

» ART. 1. — Te rekenen van 1 Januari 1901, ontvangen de hieronder aangeduide officieren, ambtenaren en burgerlijke beambten des legers, wanneer zij tot het pensioen zijn toegelaten :

» 1^o De hoofdofficieren bij 't leger en de gendarmerie en de officieren en ambtenaren met den rang van generaal, eene vergoeding overeenkomend met twee maanden jaarwedde in werkdadigen dienst ;

» 2^o De hoofdofficieren en ondergeschikten bij 't leger en de gendarmerie en de officieren en militaire ambtenaren met den rang van hoofdofficieren of ondergeschikten, eene vergoeding overeenkomend met twee maanden jaarwedde der infanterie-officieren in werkdadigen dienst ;

» 3^o De burgerlijke ambtenaren en beambten, eene vergoeding overeenkomend met twee maanden hunner jaarwedde in werkdadigen dienst. »

Die maatregel, waarvan de wettelijkheid betwist is geworden, werd niettemin toegepast sedert 1 Januari 1901. Hij wordt insgelijks toegepast, en wel in dezelfde verhoudingen, voor de ambtenaren en bedienden van het Ministerie van Spoorwegen, Posterijen en Telegrafen. Doch de arbeiders van dat Ministerie hebben, naar luid van artikel 85 van de standregelen der Lijfrente- en Hulpkas en van een koninklijk besluit van 15 November 1877, maar recht op drie weken loon.

Is echter die maatregel rechtvaardig en billijk, wanneer het officieren, ambtenaren en bedienden van 't leger en de gendarmerie betreft, dan mag de vraag geopperd worden, waarom hij niet werd uitgebreid tot alle ambtenaren, bedienden en arbeiders van den Staat.

Een officier-generaal, die vijf en twintig jaar lang eene jaarwedde trok van 6,500 tot 18,500 frank, ontvangt, bij zijne toelating tot het pensioen, eene vergoeding van meer dan 5,000 frank van 't geld der Schatkist, of het bedrag van twee maanden jaarwedde.

Te recht kon men beweren dat een ambtenaar, die jaarlijks 18,500 frank wint, bij machte is om spaarpenningen te hebben, welke hem in staat stellen in zijne behoeften te voorzien, in afwachting dat hij den eersten termijn van zijn pensioen ontvangt. Dat is des te meer te verdedigen, daar men dagelijks arbeiders en mindere bedienden, die maar van 1,000 tot 1,800 frank per jaar winnen, aanraadt te sparen en zich een pensioen te verschaffen, door zich aan te sluiten bij de Lijfrentekas.

Vermits echter de maatregel zelfs wordt toegepast op ambtenaren die 18,500 frank per jaar winnen, mag men zich wel afvragen hoe het komt dat dergelijke beslissing niet op algemeene wijze door de Regeering werd genomen ten voordeele van de duizenden mindere bedienden en arbeiders bij onze verschillende ministeriën?

Is de maatregel goed en billijk voor de eenen, dan is hij het des te meer voor de anderen, en ik had gehoopt dat de Regeering den maatregel, die van kracht is bij 't Ministerie van Oorlog en gedeeltelijk bij 't Ministerie van Spoorwegen, algemeen zou maken.

Zij deed het niet.

Daarom had ik de eer, tijdens de behandeling der Begrooting van Financiën en Openbare werken voor 1902, ter zitting van 30 April 1902, onderstaand amendement aan die Begrooting voor te stellen :

« ART. 2. — Met ingang van 1 Januari 1902, hebben de ambtenaren, beambten en werklieden van het Departement van Financiën en Openbare werken, wanneer zij op pensioen worden gesteld, recht op eene vergoeding gelijkstaande met twee maanden jaarwedde of loon. »

Verzocht om over dat amendement zijn gevoelen uit te drukken, sprak de achtbare heer de Smet de Naeyer, hoofd van 't kabinet, als volgt :

« DE HEER DE SMET DE NAEYER, *Minister van Financiën en Openbare werken.* — Mijne Heeren, het amendement van den achtbaren heer Bertrand strekt om aan de ambtenaren, bedienden en arbeiders van mijn Departement, bij hunne toelating tot het pensioen, eene vergoeding toe te kennen, gelijkstaande met twee maanden jaarwedde of loon.

» Meermalen hield de Regeering zich onledig met den tamelijk moeilijken toestand, waarin de beambten van den Staat kunnen verkeeren, op 't oogenblik dat zij den dienst verlaten. Wat men ook doe, niettegenstaande de wet van 11 September 1893, die het betalen van de pensioenen per twaalfde toelaat, gebeurt het dikwijls dat de ambtenaar, die tot het pensioen wordt toegelaten, vrij langen tijd moet wachten vooraleer het eerste kwartaal van zijn pensioen te trekken. De merkelijke vermindering van het inkomen en dezes tijdelijke schorsing, gewoonlijk gepaard met eene verandering van levenswijze en verblijf, die min of meer hooge uitgaven vergen, kunnen gelijkelijke verlegenheid in het huishouden verwekken.

» Wat mij betreft, ik twijfel aan de wettelijkheid van het voortbetalen der jaarwedde, als vergoeding, gedurende den ganschen of gedeeltelijken tijd die verloopt tusschen het ophouden van het ambt en den dag waarop het pensioen voor de eerste maal betaald wordt. Deze eenigszins tweevoudige betaling van jaarwedde en pensioen schijnt mij in strijd met zekeren tekst der wet op de burgerlijke pensioenen.

» Ik heb reeds mijne collega's onderhouden over dat rechtspunt, evenals over de vraag welke nieuwe maatregelen mogelijk dienden aangewend te worden, met het oog op den overgangstoestand van den op pensioen gestelden beambte.

» Op dergelijk gebied, is een algemeene regel onontbeerlijk; derhalve zal het vraagstuk geregeld worden door eene overeenkomst tusschen de verschillende ministerieele Departementen. »

Kort daarop, toen ik de hoofdelijkstemming over mijn amendement vroeg, verklaarde de achtbare Minister van Financiën en Openbare Werken dat « het vraagstuk grondig onderzocht zou worden door de verschillende Ministeriën ».

Zoo werd mijn amendement verworpen met twee en zestig stemmen tegen vijf en veertig (1).

(1) Antwoordden neen :

De Heeren Gielen, Harmignie, Helleputte, Heynen, Hoyois, Hubert, Lefebvre, Levie, Liebaert, Maenhaut, Nerinx, Petit, Pitsaer, Renkin, Reynaert, Rosseeuw, Snoy, Tack, Thienpont, Tibbaut, Van Cauwenbergh, Van Cleemputte, Vandenbogaerde, van der Bruggen, Van Der Linden, Van Limburg-Stirum, Van Merris, Van Naemen, Verhaegen, Versteylen, Woeste, Beernaert, Begerem, Biart, Léon Cambier, Cartuyvels, Colaert, Colfs, Cooreman, Coremans, Davignon, Debontridder, De Browne de Tiège, De Bruyn, De Coeq, de Ghellinck d'Elseghem, De Groote, de Kerchove d'Exaerde, De Lantsheere, Delbeke, Victor Delporte, Henry Delvaux, Desmaizières, de Smet de Naeyer, de Theux de Meylandt, de Trooz, de Winter, Dohet, Drion, Duquesne, Francotte en Schollaert.

Antwoordden ja :

De Heeren Gouters, Hambursin, Horlait, Hubin, Huysmans, Hymans, Janson, Jourez, Léonard, Liefmans, Lorand, Malempré, Mansart, Maroille, Nolf, Ouverleaux, Paternoster, Schinler, Termote, Terwagne, Tonnelier, Tournay, Vandervelde, Van de Venne, Vandewalle, Van Langendonck, Warocqué, Allard, Berloz, Bertrand, Braun, Buyl, Félix Cambier, Crombez, De Backer, Defnet, Delbastée, Antoine Delporte, Frédéric Delvaux, Demblon, Denis, Destrée, Dufrane, François en Furnémont.

Nagenoeg twee jaren zijn verlopen, sedert deze belofte werd gedaan.

De maatregel, dien ik voorstel, wordt steeds toegepast voor de officieren van 't leger en de ambtenaren bij 't Ministerie van Oorlog. 't Komt mij onmogelijk voor, dat de Staat twee maten en twee gewichten bezigt en dat hij vergoedingen van 2 tot 5000 frank verleent aan sommige zijner beambten, die gedurende hunne loopbaan hooge jaarwedden trokken, door de Schatkist betaald, en dat hij halsstarrig weigert eene vergoeding te verleen, gelijkstaande met twee maanden jaarwedde of loon, aan zijne nederige en arme bedienden of arbeiders.

Mijne partijgenooten en ik waren van plan om, bij het behandelen van elke begrooting, bij amendement de uitbreiding voor te stellen van den maatregel, die bij 't Ministerie van Oorlog van kracht is. Wij oordeelden het raadzamer bij de Kamer een wetsvoorstel in te dienen, en hopen dat het goed onthaald zal worden door de meerderheid onzer collega's en dat daarmee een einde zal komen aan eene ergerlijke en onrechtvaardige ongelijkheid, waarvan slachtoffer zijn de dienaren van den Staat die, uit hoofde van hunnen nederigen toestand, het meest de bezorgdheid der Kamers verdienen.

LOUIS BERTRAND.

PROPOSITION DE LOI.**ARTICLE PREMIER.**

A partir du 1^{er} janvier 1904, tous les fonctionnaires, employés, agents, ouvriers, gens de service rétribués par l'État, tous les officiers, sous-officiers, caporaux, brigadiers et soldats de l'armée et de la gendarmerie qui seront admis à une pension de retraite, recevront une indemnité équivalente à deux mois de leur traitement annuel ou à soixante jours de leur salaire, ou à soixante jours de leur solde avec allocation d'habillement et indemnités de pain et de viande.

ART. 2.

Ces indemnités seront payées aux intéressés au moment où leur pension prendra cours.

WETSVOORSTEL.**EERSTE ARTIKEL.**

Te rekenen van 1 Januari 1904, genieten alle door den Staat betaalde ambtenaars, bedienden, agenten, arbeiders, dienstlieden, alsmede alle officieren, onderofficieren, korporaals, brigadiers en soldaten van het leger en van de gendarmerie, die tot het pensioen worden toegelaten, eene vergoeding gelijkstaande met twee maanden van hunne jaarwedde of met zestig dagen van hun loon, of met zestig dagen van hunne soldij, benevens vergelding voor kleeding, brood en vleesch.

ART. 2.

Die vergoedingen worden aan de belanghebbenden betaald op 't oogenblik dat hun pensioen een aanvang neemt.

LOUIS BERTRAND.

E. ANSEELE.

D^r DELBASTÉE.

É. VANDERVELDE.

P. VAN LANGENDONCK.

LÉON FURNEMONT.